

Comme se fait-il que le gouvernement libéral d'aujourd'hui ne soit pas d'accord et refusent d'admettre ce que disait l'ancien premier ministre?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'hésite à interrompre l'honorable député, mais je lui rappelle que nous étudions présentement un amendement relatif aux loteries. Je me demande si l'étendue de cette question, qui me semble assez limitée, permet à l'honorable député de faire le procès du système monétaire du Canada. Il me semble qu'il dépasse de beaucoup les limites de la motion présentement à l'étude.

M. Latulippe: Monsieur l'Orateur, il est peut-être vrai que je dépasse les limites de la motion à l'étude, mais il est certain que cette motion se rapporte à notre système économique.

Si nous en sommes réduits à établir des loteries, c'est justement parce que notre économie fonctionne à l'envers, se déséquilibre tous les jours davantage et nous conduit à demander l'établissement des loteries pour nous permettre de nous administrer.

Les loteries deviennent un moyen financier nécessaire. Je me dois de signaler ce que les grands hommes de l'époque, à l'instar du chef libéral, ont démontré au gouvernement, à la population du Canada et au monde entier que des réformes s'imposaient. Les réformes, il les montrait du doigt et pas un seul membre de son gouvernement l'a compris.

Aujourd'hui, nous réclamons la même chose et nous faisons rire de nous par les libéraux.

Tout ce qui est bon demeure bon. Nous ne voulons pas détruire, mais construire notre société. Mais les citoyens n'ont pas le pouvoir d'achat nécessaire pour jouer à la «barbotte», et nous sommes sûrs que les gens qui vont y placer leur argent devront le prendre quelque part ailleurs. Le bien-être social devra intervenir pour faire vivre des familles, et ce aux dépens des contribuables qui travaillent.

Monsieur l'Orateur, nous devons signaler les malaises et les correctifs à apporter à cette situation dégradante, décevante et économiquement malsaine.

Nous ne nous opposons pas au système actuel et nous n'entendons pas nous en défaire, car c'est le meilleur au monde. Mais c'est aux abus du système capitaliste que nous nous en prenons. Et si nous, les élus du peuple, ne prenons pas nos responsabilités en vue d'apporter des corrections à ces abus épouvantables qui corrompent ce système fondamentalement bon, nous en sommes coupables.

Je pourrais citer sir Winston Churchill, qui a dit que le système monétaire...

M. l'Orateur: A l'ordre. Avant que l'honorable député ne commence à lire ces extraits, je me permets de lui rappeler ce que je lui disais plus tôt, notamment que la Chambre étudie présentement un amendement relatif aux loteries et qu'il devrait s'en tenir à ce sujet, sans discuter, pour la gouverne de la Chambre et des honorables députés, de la question beaucoup plus générale du système monétaire du pays.

M. Latulippe: Monsieur l'Orateur, je vous remercie de me rappeler à l'ordre. Je ne suis peut-être pas tout à fait dans l'ordre, mais il y en a d'autres qui ne l'étaient pas tout à fait non plus.

Monsieur l'Orateur, vous avez de la compassion pour certains plus que pour d'autres, mais, de toute façon, je me soumettrai à votre décision.

Je voudrais savoir pourquoi on veut légaliser les loteries, tant au niveau fédéral que provincial. Pourquoi cette mesure équivoque est-elle à l'étude? C'est pour régler les difficultés financières des provinces, du gouvernement fédéral et des municipalités, qui sont tous accablés de dettes impayables comportant des taux d'intérêt exorbitants.

Les loteries ne constituent pas une activité saine, car elles ne sauraient régler aucun problème.

La ville de Montréal n'a pas réglé ses problèmes depuis l'institution de sa loterie. Au fait, le gouvernement fédéral a été obligé d'intervenir et il n'a pas fini d'intervenir, car les dettes de cette ville sont impayables. De plus, toutes les municipalités sont dans la même situation.

• (5.00 p.m.)

Quant aux loteries, nous allons appuyer l'amendement, mais nous allons voter contre le bill, parce qu'il renferme plusieurs articles immoraux et parce qu'il n'a pas été scindé. Le gouvernement ne s'est pas rendu à la demande de l'opposition de diviser ce bill pour que nous puissions approuver des dispositions qui, à notre avis, ne sont pas nécessaires, mais que nous qualifions d'urgentes, car elles pourraient peut-être procurer quelque soulagement à certaines institutions canadiennes.

Nous serions en faveur des loteries, mais vu qu'on n'a pas voulu scinder le bill ni se rendre à la demande des citoyens ou de l'opposition, nous voterons contre le bill et, par tant, contre les loteries.